

« Il y a urgence à reconnecter notre économie aux réalités de cette nature au bord de l'épuisement »

TRIBUNE

COLLECTIF

Alors que la crise sanitaire a démontré la fragilité de notre modèle agricole, un collectif de personnalités plaide pour un nouveau pacte entre villes et campagne et invite à repenser notre relation à la terre.

Le Monde, Publié le 29 décembre 2020 à 05h30 - Mis à jour le 30 décembre 2020 à 19h44 Temps de lecture 4 min.

Tribune. Le Covid-19 aura eu au moins un mérite : révéler au plus grand nombre la vulnérabilité de notre système et rendre manifeste l'urgence de proposer de nouveaux modèles de production et de vivre-ensemble, plus résilients, porteurs de sens, créateurs de richesses et de solidarités. Face aux crises écologiques, économiques et sociales s'impose une évidence : la nécessité de (re)toucher terre. Un retour à la terre que nous entendons au sens large, c'est-à-dire repenser les relations ville-campagne, reconnecter notre société hors-sol au vivant et redonner une place centrale à l'agriculture et aux paysans.

Le modèle urbain consumériste arrive en bout de course. Cette impasse invite à changer de regard sur la ruralité. Loin des congestions automobiles et du stress, agriculteurs, entrepreneurs, associations, artistes et collectivités inventent chaque jour d'autres façons de produire, de travailler, d'habiter. Ils refont battre le cœur des villages, mettent de la poésie dans nos vies, permettent la résilience alimentaire et économique, mettent les gens en relation et ouvrent à de nouvelles solidarités.

Ce foisonnement d'expériences offre une occasion pour les campagnes de jouer un rôle politique fort dans la construction du monde de demain et invite à penser de nouveaux équilibres territoriaux. Oui, les campagnes qualifient les villes aujourd'hui ! Nous plaçons pour un nouveau pacte ville-campagne qui favoriserait les complémentarités et les mises en cohérence plutôt que l'irresponsable « laisser-faire » libéral.

Miser sur l'intelligence collective

Les nouveaux modes de travail et les technologies rendent aujourd'hui possible un exode urbain. Le confinement loin des villes aura permis à de nombreux citoyens de l'expérimenter temporairement, et pour certains de sauter le pas définitivement. Mais pour que ce phénomène soit une véritable opportunité, il doit faire l'objet de « politiques d'accueil ». Et inversement, les projets des néoruraux doivent s'inscrire dans le respect des spécificités et des besoins locaux. Seul un projet politique qui s'inscrit dans des processus de rencontres entre les différents acteurs fera sens, et permettra à chacun de s'appropriier le territoire et de travailler ensemble.

La diversité et le lien sont les seules réponses à la complexité. Les crises actuelles ont pris

racine dans un mal invisible : celui de l'uniformisation des êtres et des territoires. Face à l'ineptie d'un monde cloisonné, nous devons concentrer nos efforts sur le lien à l'autre : entre citadins et ruraux, entre les mondes agricoles, économiques, politiques et artistiques. La résilience ne peut se créer qu'en misant sur nos complémentarités. L'innovation naît de l'intelligence collective.

Or, nous avons un challenge de taille : (ré)inventer les activités de demain avec pour seul viatique le souci du vivant. Notre système est arrivé au bout de l'absurde, celui d'un monde déconnecté de la complexité de la vie, dirigé par une économie hors-sol, où s'expérimente chaque jour de façon plus aiguë la perte de sens de nos métiers.

Sortir du « je consomme, donc je suis »

A l'heure de l'épuisement des ressources, comment décevement poursuivre un modèle basé sur une croissance infinie ? Si la fonction de l'économie est de gérer la rareté, comment expliquer que celle-ci n'intègre pas la fonte du capital environnemental et refuse de payer le « coût nature » de l'industrialisation de ses process ?

« Pour forger cette nouvelle économie, il est une loi qu'on ne criera jamais assez fort : moins de biens, plus de liens ! »

C'est là notre perte, une dette qu'aucune ligne de production ne pourra compenser et que les générations futures n'auront de cesse d'éponger. Car non, le monde d'après ne pourra pas être celui de la croissance verte. Il y a urgence à reconnecter notre économie et nos comptabilités aux réalités de cette nature au bord de l'épuisement.

Pour forger cette nouvelle économie, il est une loi qu'on ne criera jamais assez fort : moins de biens, plus de liens ! Nous devons sortir de la religion du « je consomme, donc je suis », pour proposer un changement de paradigme : une société de l'être, de la nature, de la simplicité heureuse d'être connecté au vivant, humain et non humain. De ce point de vue, les agriculteurs ont un rôle majeur à jouer dans le monde à venir, concernant la transmission de leurs savoirs mais aussi la résilience de nos modèles. Il convient de reconnaître leur valeur fondamentale.

Redonner sa place à l'agriculture locale

Si la France est vulnérable, elle l'est en particulier au niveau de son autosuffisance alimentaire. Nous assistons à une baisse du nombre d'agriculteurs alors que nous n'en avons jamais autant eu besoin. Au sortir de la seconde guerre mondiale, plus d'un tiers des personnes en âge de travailler étaient dans l'agriculture. Aujourd'hui, cela ne concerne plus que 2,5 % des actifs.

Mais nos concitoyens doivent prendre conscience que, s'ils ont majoritairement des métiers tertiaires, c'est parce qu'ils leur ont délégué la production de vivres. La France conserve des ressources, mais la production n'est aujourd'hui organisée que dans une logique industrielle d'exportation. Il est temps pour notre pays de questionner son modèle et de refaire de la question agricole et de l'autosuffisance alimentaire des priorités absolues.

Pour redonner au secteur dit « primaire » sa place première, plusieurs défis attendent notre

pays : repenser les stratégies alimentaires et agricoles en renforçant la résilience locale, la justice environnementale et la justesse économique, et favoriser le développement d'une nouvelle génération d'agriculteurs, plus « paysans » qu'exploitants agricoles.

Ce nouveau contrat écologique et social, cette reconnexion à la terre, ces nouvelles relations ville-campagne, l'autonomie des territoires et leurs capacités à offrir aux populations des lieux de vie désirables doivent s'inscrire dans un projet politique qui doit s'affranchir de toute logique partisane. Nous l'appelons de nos vœux, il en va de notre survie.

Premiers signataires : Emmanuelle Coratti, présidente de l'association Back to Earth ; **Claire Desmares-Poirrier**, paysanne, activiste de la ruralité positive ; **Damien Deville**, géographe et anthropologue, membre de l'Archipel des Alizées ; **Jean-Yves Pineau**, directeur de l'association Les Localos.

[La liste complète des signataires est disponible ici.](#)